



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/L-ete-est-fini>

Éditorial

L'été est fini

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1987 - N° 861 - novembre 1987 -

Date de mise en ligne : vendredi 10 juillet 2009

Date de parution : novembre 1987

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

L'ALLEMAGNE avait donné le "la", les élections législatives avaient reconduit sans grand problème le Chancelier Kohl, et donc la droite, au pouvoir. L'inflation était très faible, la balance commerciale très excédentaire, des syndicats puissants obtenaient des réductions d'horaires de travail sans diminution de pouvoir d'achat ; bref, chômage mis à part - le peu très stabilisé -, le capitalisme, "l'économie libérale" semblaient faire le bonheur de la plus grande partie de la population. Alors, quelles raisons de voter pour les sociaux-démocrates ? Pour qu'ils réduisent sérieusement le chômage ? Nul n'y croit plus...

Toutes les élections législatives depuis le début de l'année ont suivi le même chemin. L'Angleterre a pour la troisième fois donné sa confiance à la "dame de fer", la plus fidèle partenaire du système économique et social de l'Amérique de Reagan. N'oublions pas que déjà, lors des précédentes élections, aussitôt après la guerre des Malouines, 50 % des électeurs avaient voté Thatcher. Alors, pourquoi se gêner dans la poursuite de la privatisation de l'économie, quitte à vendre des parcs entiers, comme l'automobile, aux Japonais ?

Au Portugal, la révolution des Silleiros est bien oubliée, son principal animateur en prison. Et si un "socialiste" est Président de la République, c'est la droite qui règne. En Italie, même le tout-puissant parti communiste a perdu des points, passant nettement en-dessous de la barre des 30 %, Au Danemark, la droite est également reconduite. En Argentine, les péronistes "tiennent" désormais Alfonsín, lequel avait déjà fait beaucoup de concessions aux militaires qui relèvent la tête ; et la justice pour les victimes du temps de leur dictature est bien oubliée. En résumé, les forces d'une droite souvent dure quand elle n'est pas dictatoriale règnent sur le monde.

L'été semble bien fini. Reviendra-t-il en son temps ? C'est ce qu'envers et contre tout peut et doit espérer un partisan convaincu de l'Économie distributive.

Et la France, qui suscita tant d'espoirs en 1981 ? Même si c'est officiellement, le coup de "petites phrases" - qui semblent d'habitude remplacer les arguments dans les discours de nos leaders politiques -, la campagne présidentielle est bien lancée. L'enjeu est d'importance. Quand on voit ce qu'a fait la droite depuis mars 1986 : rouages financiers, industriels, médiatiques aux mains des petits copains notamment RPR, au point que les "200 familles" d'avant-guerre sont considérées comme réduites à moins de 10 %, atteintes aux droits acquis, sécurité sociale, grève, etc... on imagine aisément ce qui se passerait si elle gagnait en mai en 1988, c'est-à-dire si le Président et la Chambre étaient de droite.

En ce qui concerne un problème pour nous essentiel, le chômage, la droite a achevé de le banaliser. Dans ses promesses électorales, avant Mars 1986, elle jurait de le réduire, de le "combattre". Or peu après, Séguy lançait son fameux : "2 500 000 chômeurs, chiffre irréductible". Et les Socialistes ? En dehors de leurs bagarres internes pour la "candidature à la Candidature", où notamment Rocard se distingue par son ambition forcée - celle de sa dernière chance et non, hélas, celle du Socialisme -, qu'offrent les Socialistes au peuple français, "après leur expérience du pouvoir" comme ils disent avec insistance ?

Je crois que, pour l'essentiel, il suffit de se référer à la prestation de Jospin à "l'Heure de Vérité" du 7 octobre.

Malgré son nouveau look (de nos jours, ça semble plus important que les problèmes de fond), il ne fut guère convaincant, une langue de bois, comme tous les autres. Le sondage instantané, pour discutable qu'il soit, le lui fit bien savoir (1).

La question la plus embarrassante, la plus simple en fait, vint de C. Cabanne de l'Humanité : le Chômeur, avec cette réflexion : "Avouez que vous avez abandonné l'idée de changer de régime". Car cela est vrai : dans tous leurs derniers congrès et conventions, parmi les leaders socialistes, c'est à qui essayait de justifier les limites du changement par l'exercice du pouvoir, la crise "internationale" incontournable ; la réduction très lente du chômage ne peut surtout pas être acquise par la réduction du temps de travail.

Ce sont en gros ces "arguments", ces raisons qu'évoqua Jospin en réponse aux questions des journalistes ; un Jospin peu combatif, comme toujours. Les privatisations ? Pratiquement, les Socialistes ne reviendront pas là-dessus. Ah, par contre, ils s'attaqueront aux "noyaux durs". "Comment",

interroge d'un air faussement naïf Duhamel ? Jospin se perd dans des généralités peu convaincantes.

Et pour couronner le tout, voilà qu'il relance l'investissement cher à M. Barre. C'est grave : évidemment, les Socialistes n'ont rien compris au problème fondamental de la société capitaliste. 1 700 000 chômeurs leur arrivent en 1981, 2 500 000 en mars 1986 malgré les Tuqs, la retraite à 60 ans, les camouflages "formation", 3 millions fin 1987 ; et tout cela sans que la production diminue.

Alors qu'espérer ?

Peut-être, au minimum, que la gauche, même en garantissant au mieux l'économie capitaliste, soit obligée de freiner les mesures antisociales ; encore, ne faut-il pas oublier que c'est elle qui a fait ce que la droite n'avait pas osé faire par crainte de perdre les élections : bloquer les salaires tout en laissant "s'opérer la vérité des prix"... lesquels bien sûr ne cessent d'augmenter.

Avant de conclure, signalons ce paradoxe : on risque d'avoir un Président de la République "Socialiste", si Mitterrand se représente, et une Chambre de droite. Des élections législatives nouvelles se dérouleront en effet au scrutin majoritaire à 2 tours et, avec le "charcutage" savant opéré par Pasqua, la droite a de fortes chances de les gagner, même après que les Français aient élu, à la proportionnelle, un Président de "gauche". Oui, en France aussi, l'été est fini. Pourtant, sur un autre plan, celui de la paix, il y a tout de même des raisons de se réjouir ; le projet de désarmement nucléaire - partiel mais important - proposé par Gorbatchev et probablement bientôt signé avec les USA. C'est à Reagan, ne nous y trompons pas ; après l'Irlande, il a besoin d'un grand coup pour sortir de la Maison Blanche moins honteusement que Nixon. Et surtout, les USA, après la désastreuse gestion économique de l'ère Reagan, ont besoin de dégager des crédits pour la Guerre des Étoiles. Donc prudence.

Néanmoins, c'est à désarmement, si ce n'est pas l'été, c'est peut-être le début du printemps.

(1) Plus de 60 % des Français ne souhaitent pas voir les socialistes "venir aux affaires"... bien que la cote de F. Mitterrand caracole autour de 55 %. Et 67 % des patrons se diraient satisfaits de la gestion socialiste (on les comprend !). Curieux Français...